

reconduites à l'exercice 1956 ; JUSTICE, Etat A, Chap. 31-22 : *Ses observations sur les frais d'entretien des condamnés* [7 juin 1956] (p. 2428, 2429) ; — du projet de loi reportant les élections aux Chambres de métiers ; Art. 4 : *Demandes de disjonction de MM. Denis et Mignot* [9 octobre 1956] (p. 4068) ; — des conclusions d'un rapport concernant le reversement au Trésor et blocage d'une partie de l'indemnité législative : *Son amendement (Augmentation des traitements des hauts fonctionnaires et de l'indemnité parlementaire)* [27 décembre 1957] (p. 5611) ; — d'une proposition de loi relative au renouvellement des baux commerciaux ; Art. 2 : *Son amendement (Taux de fixation du prix du bail à son renouvellement ou au rajustement triennal)* [5 février 1958] (p. 543).

**BOURGOIS (M. Georges), Député du Haut-Rhin (R. S.).**

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 45). = Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502) ; de la Commission de la reconstruction, des dommages de guerre et du logement [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503).

**Dépôts :**

Le 22 janvier 1957, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de résolution (n° 1978) de M. Duquesne et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à procéder à la création de seize centres régionaux de culture et de jeunesse, n° 3841. — Le 14 mai 1957, une proposition de loi tendant à abroger l'article 34 de la loi n° 47-520 du 21 mars 1947 relatif au sort des biens allemands liquidés par l'administration des Domaines, n° 4979.

S'excuse de son absence [26 juin 1956] (p. 3019), [28 juillet 1956] (p. 3716), [7 mars 1957] (p. 1354), [30 septembre 1957] (p. 4462), [5 décembre 1957] (p. 5152). = Obtient des congés [7 mars 1957] (p. 1354), [30 septembre 1957] (p. 4462), [5 décembre 1957] (p. 5152).

**BOURGÈS-MAUNOURY (M. Maurice),  
Député de la Haute-Garonne (R. R. S.).**

*Ministre de la Défense nationale*

(Cabinet Guy MOLLET)

du 1<sup>er</sup> février 1956 au 13 juin 1957

*Président du Conseil*

du 13 juin 1957 au 6 novembre 1957

*Ministre de l'Intérieur*

(Cabinet Félix GAILLARD)

du 6 novembre 1957 au 14 mai 1958

Son élection est validée [16 février 1956] (p. 328). = Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [31 janvier 1956] (p. 160) ; de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions [31 janvier 1956] (p. 161) (1).

**Dépôts :**

Le 17 avril 1956, un projet de loi portant création et statut du corps des magistrats militaires, du cadre des officiers greffiers et des cadres des sous-officiers commis greffiers et des sous-officiers huissiers appariteurs du service de la justice militaire des forces armées, n° 1449. — Le 17 avril 1956, un projet de loi portant ratification du décret n° 56-298 du 22 mars 1956 relatif à la formation de la classe 1958, n° 1505. — Le 17 avril 1956, un projet de loi portant ratification du décret n° 56-351 du 4 avril 1956 concernant la composition, les dates d'appel et les obligations d'activité du premier contingent 1956 et du deuxième contingent 1956, n° 1509. — Le 2 mai 1956, un projet de loi relatif à l'admission dans les cadres actifs des officiers de réserve de l'armée de l'air, n° 1718. — Le 25 mai 1956, un projet de loi relatif à la garantie de l'emploi des personnels souscrivant un engagement ou un contrat pour participer à des opérations en temps de paix, n° 1962. — Le 12 juin 1956, un projet de loi modifiant et complétant l'article 66 de la loi du 9 mars 1928 portant révision du Code de justice militaire pour l'armée de terre et les articles 74 et 75 de la loi du 13 janvier 1938 portant révision du Code de justice militaire

(1) Démissionnaire [2 février 1956] (p. 179).

pour l'armée de mer, n° 2140. — Le 12 juin 1956, un projet de loi relatif à la présidence des tribunaux aux armées stationnés en Allemagne et du tribunal de cassation aux armées, n° 2141. — Le 12 juin 1956, un projet de loi portant ratification du décret n° 56-524 du 29 mai 1956 modifiant le décret n° 56-351 du 4 avril 1956 concernant la composition, les dates d'appel et les obligations d'activité du premier contingent 1956 et du deuxième contingent 1956, n° 2144. — Le 14 juin 1956, un projet de loi relatif à l'exercice des pouvoirs en matière de justice militaire dans l'armée de l'air, n° 2180. — Le 26 juin 1956, un projet de loi modifiant la loi du 24 août 1930 relative à la saisie-arrêt et à la cession des appointements, traitements et soldes des fonctionnaires civils et militaires, n° 2336. — Le 3 juillet 1956, un projet de loi portant ratification du décret n° 56-577 du 14 juin 1956 modifiant le décret n° 56-351 du 4 avril 1956 concernant la composition, les dates d'appel et les obligations d'activité du premier contingent 1956 et du deuxième contingent 1956, n° 2389. — Le 4 juillet 1956, un projet de loi modifiant certains articles des codes de justice militaire pour l'armée de terre et l'armée de mer, n° 2437. — Le 4 octobre 1956, un projet de loi relatif aux réquisitions de biens et de services, n° 2820. — Le 6 novembre 1956, un projet de loi complétant la loi du 30 mars 1928 relative au statut du personnel navigant de l'aéronautique, n° 3142. — Le 16 novembre 1956, un projet de loi portant ratification du décret n° 56-940 du 21 septembre 1956 portant création d'un contingent spécial de croix de la Légion d'honneur et de médailles militaires en faveur des personnels prenant part aux opérations de sécurité ou de maintien de l'ordre en Afrique du Nord, n° 3265. — Le 20 novembre 1956, un projet de loi relatif à l'aliénation des immeubles militaires de l'Etat en Afrique du Nord, n° 3277. — Le 5 décembre 1956, un projet de loi portant ratification du décret n° 56-1171 du 20 novembre 1956 portant modification du décret n° 56-351 du 4 avril 1956 concernant la composition, les dates d'appel et les obligations d'activité du premier contingent 1956 et du deuxième contingent 1956, n° 3446. — Le 28 décembre 1956, un projet de loi portant ratification du décret n° 56-1275 du 15 décembre 1956 modifiant le décret n° 56-351 du 4 avril 1956 concernant la composition, les dates d'appel et les obligations

d'activité du deuxième contingent 1956, n° 3737. — Le 15 janvier 1957, un projet de loi modifiant la loi du 31 mars 1928 relative au recrutement de l'armée et la loi du 13 décembre 1932 relative au recrutement de l'armée de mer et à l'organisation de ses réserves, n° 3763. — Le 6 février 1957, un projet de loi portant ratification du décret n° 57-72 du 26 janvier 1957 concernant la composition, les dates d'appel et les obligations d'activité des premier et deuxième contingents 1957, n° 4046. — Le 9 avril 1957, un projet de loi relatif, d'une part, aux actes de l'état civil dressés par l'autorité militaire et à la rectification de certains actes de l'état civil, d'autre part, au mariage sans comparution personnelle des personnes participant au maintien de l'ordre hors de France métropolitaine, n° 4813. — Le 3 avril 1957, un projet de loi portant ratification du décret du 25 mars 1957 relatif à la formation de la classe 1959, n° 4817. — Le 14 mai 1957, un projet de loi tendant à modifier l'article 30 de la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée en ce qui concerne les élèves admis à l'Ecole du service de santé militaire qui ont opté pour le corps des médecins inspecteurs de la Santé, n° 4924. — Le 14 mai 1957, un projet de loi tendant à ratifier les attributions de croix de la Légion d'honneur et de médailles militaires faites au titre des décrets du 17 août 1949 et n° 51-377 du 23 mars 1951 portant création d'un contingent spécial de croix de la Légion d'honneur et de médailles militaires en faveur des militaires prenant part aux opérations d'extrême-Orient, n° 4925. — Le 14 janvier 1958, un projet de loi relatif au régime de retraite et de disponibilité du corps préfectoral, n° 6301. — Le 14 janvier 1958, un projet de loi portant institution au tribunal administratif de Paris de secrétaires-greffiers adjoints et de commis-greffiers, n° 6303.

#### Interventions :

Donne sa démission de *Ministre de l'Intérieur* (Cabinet Edgar Faure) [24 janvier 1956] (Séance du 25 janvier 1956, p. 80). — Est nommé *Ministre de la Défense nationale et des Forces armées* (Cabinet Guy Mollet) [1<sup>er</sup> février 1956] (*J. O.* du 2 février 1956, p. 1387).

#### En cette qualité :

Répond à une question orale : de M. Louvel relative à la cessation de la fabrication de car-

touches de chasse à la poudrerie de Sevran-Livry [2 mars 1956] (p. 634, 635); — de M. Leroy relative aux arrestations consécutives aux manifestations de la caserne Richepanse à Rouen [2 mars 1956] (p. 635, 636); — de M. Pommier relative au tracé du pipe-line Berre-Langres [9 mars 1956] (p. 784); — de M. Montalat sur les mesures d'exemption de service en Afrique du Nord [20 avril 1956] (p. 1424); — de M. André-François Mercier sur la situation des jeunes gens maintenus ou appelés sous les drapeaux [20 avril 1956] (p. 1424). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi fixant le statut des officiers de réserve de l'armée de terre : *Nécessité du rajeunissement des cadres, utilisation des cadres des entreprises publiques ou privées* [15 mai 1956] (p. 1856). — Répond à une question orale : de M. Vassor relative au rappel des disponibles ayant précédemment bénéficié de sursis d'incorporation [25 mai 1956] (p. 2023); — de M. Barel sur la situation des jeunes soldats nés de père algérien musulman et de mère française [25 mai 1956] (p. 2023); — de M. Le Pen sur le pourcentage des insoumis parmi les rappelés [6 juillet 1956] (p. 3309); — de M. Mérigonde relative à l'octroi de bonifications aux militaires anciens déportés de la Résistance [6 juillet 1956] (p. 3309). — Prend part à la discussion : des interpellations sur l'Euratom : *Ses observations sur la nécessité de doter l'armée d'un équipement atomique* [10 juillet 1956] (p. 3342, 3343); *la capacité de la France de produire des armes nucléaires et la possibilité de concilier cet effort avec la réalisation de l'Euratom* (p. 3344, 3345); — du projet de loi portant pour les dépenses militaires de 1956 : 1<sup>o</sup> ouverture et annulation de crédits; 2<sup>o</sup> création de ressources nouvelles; 3<sup>o</sup> ratification de décets; SECTION COMMUNE, Etat A, Chap. 31-54 : *Amendement indicatif de M. Dides (Déplacement des magistrats du tribunal militaire de Paris ayant eu à connaître de l'affaire des fuites)* [25 juillet 1956] (p. 3601); Chap. 31-83 : *Renforcement du service social; recrutement du personnel temporaire* (p. 3604); Chap. 33-83 : *Attribution de la mention « mort pour la France » aux militaires tombés en Algérie* (p. 3606); *Amendement indicatif de Mme Prin (Montant et attribution des allocations militaires)* (p. 3607); Chap. 34-03 : *Amendement indicatif de M. Margueritte (Conduite de l'action psychologique en Afrique du*

*Nord)* (p. 3607); Chap. 34-81 : *Amendement indicatif de M. Margueritte (Fonctionnement du service de sécurité militaire et réorganisation des services de renseignements)* (p. 3608); Chap. 53-92 : *Formation des pilotes d'hélicoptères; construction et livraison des hélicoptères français, achats à l'étranger* (p. 3608); Etat E, Chap. 52-81 : *Fermeture de la cartoucherie de Sevran* (p. 3610); SECTION GUERRE, Etat A, Chap. 31-11 : *Amendement indicatif de M. Le Pen (Situation matérielle et morale des officiers et sous-officiers français servant dans les forces royales marocaines)* (p. 3614, 3615); Chap. 53-71 : *Amendement indicatif de M. Montalat (Salaire des ouvriers de l'Etat et des arsenaux, statut des techniciens et agents de maîtrise)* [26 juillet 1956] (p. 3654); Etat C, Chap. 34-54 : *Gestion du groupe des contrôles radiotechniques* (p. 3657); Chap. 35-62 : *Protection civile, préparation de la mobilisation des entreprises de transports* (p. 3657); Etat F, Chap. 53-71 : *Amendement de M. Margueritte tendant à rétablir le montant des autorisations de programme demandé par le Gouvernement (Acquisition de véhicules automobiles)* (p. 3660); *Fabrication du Potez-75* (p. 3661); SECTION MARINE, Etat A, Chap. 34-71 : *Emploi des croiseurs Georges-Leygues et Montcalm dans les opérations d'Algérie* (p. 3663); SECTION FORCES TERRESTRES D'EXTRÊME-ORIENT, Etat C, Chap. 34-41 : *Amendement indicatif de M. Margueritte (Transfert des installations militaires des bases d'Indochine)* (p. 3667); Chap. 41-11 : *Amendement de M. Frédéric-Dupont tendant à supprimer les crédits de ce chapitre (Avances à la Commission internationale de surveillance et contrôle du « cessez-le-feu » en Indochine)* (p. 3668); Chap. 46-11 : *Délégation de soldes aux familles de militaires tués ou disparus en Indochine* (p. 3669); Art. 10 : *Franchise postale pour les colis expédiés par avion aux militaires servant en Afrique du Nord* (p. 3671); en deuxième lecture : *Avances à la Commission internationale de contrôle du « cessez-le-feu » en Indochine* [31 juillet 1956] (p. 3767); — du projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier le traité d'amitié de bon voisinage signé entre la France et le Royaume-Uni de Libye : *Arbitrage sur l'urgence* [22 novembre 1956] (p. 5016); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1957; Art. 21, Etats I et J, DÉPENSES MILITAIRES, SECTION COMMUNE : *Action de l'armée en Algérie; constitution d'une*

aviation légère ; situation de l'armée en Tunisie et au Maroc ; défense de l'Union française [6 décembre 1956] (p. 5591, 5592) ; contribution française au Pacte atlantique ; préparation et déroulement de l'opération de Suez ; livraisons d'armes soviétiques à l'Égypte ; importance du canal de Suez pour l'économie de l'Europe occidentale ; préparation satisfaisante des forces françaises (p. 5593) ; Missions de l'armée : défense intérieure et extérieure de l'Union française, maintien de l'ordre intérieur et défense en surface, participation à la défense de l'Europe occidentale ; caractère contradictoire de ces diverses missions ; bouleversements apportés à la stratégie par les armements nucléaires et la guerre psychologique ; constitution nécessaire d'une force nucléaire (Armement et engins de transports) (p. 5594) ; Coordination des recherches en matière d'engins auto-propulsés ; expulsion de l'armée des officiers suspects (p. 5595) ; Application du décret du 22 mai 1951 relatif aux salaires des ouvriers des arsenaux ; situation des techniciens des établissements de la défense nationale (p. 5602) ; Après l'article 21, article additionnel de M. Pranchère tendant à l'attribution d'une prime de démobilisation aux militaires rappelés ou maintenus sous les drapeaux, oppose l'article 48 du Règlement (p. 5647) ; Article additionnel de M. Billat tendant à proroger jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1958 les dispositions relatives au sursis d'incorporation des ouvriers du bâtiment, oppose l'article 68 du Règlement (p. 5647) ; Article additionnel de M. Billat tendant à accorder un allègement du temps de service militaire aux pères de famille, oppose l'article 68 du Règlement (p. 5647) ; Art. 96 bis : Amendement de M. Bartolini tendant à l'intégration de tous les ouvriers « précaires » de la marine parmi les ouvriers temporaires, oppose l'article 17 de la Constitution (p. 5648). — Répond à une question orale : de M. Pierre Cot relative à la détention du professeur Mandouze [21 décembre 1956] (p. 6200) ; — de M. Montalat relative à l'accueil des réfugiés hongrois [21 décembre 1956] (p. 6200, 6201). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1956 et ratification de décrets ; Art. 15, Etat F, DÉFENSE NATIONALE ET FORCES ARMÉES, SECTION GUERRE, Chap. 31-41 : Attribution de la surprime familiale [27 décembre 1956] (p. 6338, 6339) ; Chap. 32-93 : Réforme du système des indemnités attribuées aux militaires

stationnés en Afrique du Nord (p. 6340). — Répond à une question orale : de M. Plantier relative à la publication par *La Dépêche du Midi* d'une déclaration du Secrétaire général de l'Union des populations du Cameroun [28 décembre 1956] (p. 6371) ; — de M. Barel relative au stationnement d'unités de la marine américaine dans la rade de Villefranche-sur-Mer [15 février 1957] (p. 911) ; — de M. Plantier relative au contrôle des marchés passés par les services techniques du Secrétariat d'Etat à l'Air [15 février 1957] (p. 912) ; — de Mme Rose Guérin relative à la nomination du général Speidel au commandement en chef des forces terrestres du secteur Centre-Europe [15 février 1957] (p. 912) ; — de M. Dronne relative aux circonstances dans lesquelles les jeunes gens du département de la Creuse ont bénéficié d'exemptions frauduleuses du service militaire [1<sup>er</sup> mars 1957] (p. 1228) ; — de M. Mérigonde relative à l'octroi de permissions pour raisons de famille aux militaires servant en Afrique du Nord [8 mars 1957] (p. 1392). — Prend part à la discussion des interpellations sur la politique générale du Gouvernement (Afrique du Nord et Union française) : Ses observations sur l'opération militaire entreprise à la suite de l'enlèvement du capitaine Moureau [21 mars 1957] (p. 1773). — Donne sa démission de *Ministre de la Défense nationale* le 21 mai 1957. — Cette démission est acceptée le 10 juin 1957 (Séance du 12 juin 1957, p. 2681). — Est désigné comme *Président du Conseil* [12 juin 1957] (p. 2682). — Demande la convocation de l'Assemblée Nationale pour le 13 juin 1957 [12 juin 1957] (p. 2682). — Communique la liste des personnalités par lui choisies pour former son Cabinet [12 juin 1957] (p. 2682). Développe le programme de son Ministère : *Priorité du problème de l'Algérie, hommage à l'armée, projet d'organisation de l'Algérie, réforme politique précédée d'une réforme administrative, gravité de la situation financière, nécessité d'une nouvelle avance de la Banque de France, future reconversion des crédits militaires en crédits civils en Algérie ; politique économique : réduction de la consommation intérieure et développement des exportations, maintien d'une politique d'amélioration du niveau de vie des travailleurs, nécessité d'un effort de travail et d'austérité* (p. 2683) ; *Mesures financières urgentes : création de 150 milliards de ressources fiscales, maintien des économies*

de 250 milliards, recours à l'encaisse-or de la Banque de France, redressement de la monnaie et économies compétitives puis mise en œuvre de toutes les possibilités économiques, développement de la production industrielle et agricole, discussion des projets sociaux en cours d'examen : réforme de l'enseignement, les relations du corps médical et de la sécurité sociale ; réforme des institutions : réforme de la Constitution et du mode de scrutin ; application de la loi-cadre dans les T. O. M., ratification des traités de marché commun et Euratom (p. 2684) ; Rapports avec le Moyen-Orient, maintien des liens avec Israël et les Etats-Unis, rapports avec l'Amérique et la Tunisie, statut juridique et politique des Français de ces pays, développement du Sahara, création d'un Ministère du Sahara, association de l'A. O. F. et de l'A. E. F., Amérique et Tunisie à ses exploitations (p. 2685) ; Répond à ses interpellateurs, continuité de la politique de M. Guy Mollet, compatibilité du maintien de l'ordre en Algérie et de réforme politique et sociale, évocation de ses rapports avec les communistes pendant la Résistance ; ses observations sur la « pause » sociale, la liaison des problèmes de l'agriculture avec l'activité du Ministre chargé de l'Economie, répression du terrorisme : proposition de loi sur l'aggravation des peines pour port d'armes prohibées, éventualité de l'état de siège (p. 2696, 2697) ; la confiance lui est accordée (p. 2700). — Cesse d'expélier les affaires courantes en qualité de Ministre de la Défense nationale du précédent cabinet [13 juin 1957] (J. O. du 14 juin 1957, p. 5923). — Est nommé Président du Conseil [13 juin 1957] (J. O. du 14 juin 1957, p. 5923).

**En cette qualité :**

Prend part à la discussion : des propositions de la Conférence des Présidents : Ses observations sur la discussion en temps utile des projets de ratification de marché commun et Euratom et des pouvoirs spéciaux en Algérie [18 juin 1957] (p. 2742) ; — du projet de loi portant assainissement économique et financier : Faible incidence des dépenses militaires sur le déficit budgétaire [21 juin 1957] (p. 2855) ; Ses explications sur le volume de son personnel ministériel (p. 2858) ; Pose la question de confiance en la forme constitutionnelle pour l'adoption de l'article premier contre tout article additionnel et pour l'adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 2885) ; Explications de vote sur la question de confiance : Hommage à l'admini-

nistration en Algérie [24 juin 1957] (p. 2906) ; Saisie de l'Humanité au sujet du drame de Melouza (p. 2910). — Sa demande de séance spéciale consacrée à l'approbation de la Convention passée entre le Trésor et la Banque de France [26 juin 1957] (p. 3029). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi portant ratification des traités instituant la Communauté économique européenne et l'Euratom : Motion préjudicielle de M. Panier tendant à surseoir au vote jusqu'à ce que la balance française des paiements ait retrouvé un équilibre satisfaisant [6 juillet 1957] (p. 3407) ; Article additionnel de M. Boisdé (Présentation annuelle au Parlement d'un compte rendu de l'application du traité) (p. 3410) ; Article additionnel de M. Bonnet (Conclusion d'un protocole additionnel en vue d'obtenir diverses garanties supplémentaires) (ibid) ; Explications de vote : Continuité de la politique extérieure française, renforcement constant de notre effort national en tout domaine, mouvement international et développement des échanges, risques d'un refus de ratification ; France : liens de l'Europe avec l'Afrique et le monde [9 juillet 1958] (p. 3474, 3475) ; — du projet de loi portant reconduction de la loi du 16 mars 1956 autorisant le Gouvernement à mettre en œuvre en Algérie un programme d'expansion économique, de progrès social et de réforme administrative et l'habilitant à prendre des mesures exceptionnelles : S'oppose à la question préalable de M. Castera [17 juillet 1957] (p. 3697) ; Observations sur : les réalisations économiques et sociales obtenues par les pouvoirs spéciaux et envisagées dans l'avenir (Production électrique, constructions, essor industriel, agricole et financier) ; les efforts de la rébellion en Algérie et dans la métropole (Assassinat d'Hocine Modjiane, attentat du 14 juillet) ; la nécessité de protéger les travailleurs musulmans ; l'insuffisance des textes actuels pour prévenir le terrorisme ; la préparation de la loi-cadre (p. 3697, 3698, 3699) ; la priorité de la prise en considération de la lettre rectificative (ibid.) ; Art. 1<sup>er</sup> : Amendements de M. Mérigonde tendant à imposer au prochain Gouvernement d'obtenir la reconduction des pouvoirs spéciaux dans un délai de vingt jours (Danger de faire intervenir des facteurs nouveaux à l'occasion d'un vote de confiance, cas d'un interrègne) (p. 3704) ; Amendement de M. Isorni tendant à appliquer les dispositions de la loi de mars 1956 à la métropole, efficacité suffisante

du texte gouvernemental (p. 3707); Amendement de M. Dumas prévoyant que l'assignation à résidence sera décidée par le tribunal qui prononcera la condamnation principale (p. 3715); Pose la question de confiance en la forme constitutionnelle pour l'adoption en deuxième délibération des articles 2, 3, 4 et 5 et de l'amendement de M. Mérigonde en ce qui concerne l'article 2 (Interdiction des assignations à résidence en dehors du territoire métropolitain), contre toute motion, toute demande de disjonction et tous autres amendements et pour l'adoption de l'ensemble du projet de loi (p. 3718); Explications de vote sur la question de confiance : Importance de la question d'Algérie dans la politique générale du Gouvernement, danger d'une crise financière consécutive à une crise politique [19 juillet 1957] (p. 3772, 3773); Ses précisions sur l'esprit dans lequel seront appliqués les pouvoirs spéciaux, l'affaire Goeau-Brissonnière (p. 3776). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations de MM. Bouxom et Bonte sur la grève des employés de banque : Sa demande de renvoi à la suite [27 juillet 1957] (p. 3885). — Donne lecture du décret de clôture de la session ordinaire 1956-1957 de l'Assemblée Nationale [26 juillet 1957] (p. 4031). — Demande la convocation du Parlement en session extraordinaire [17 septembre 1957] (p. 4089). — Associe le Gouvernement à l'éloge funèbre de M. Raphaël Babet prononcé par M. le Président de l'Assemblée Nationale [17 septembre 1957] (p. 4090). — Prend part à la discussion : d'interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : Vote sur les motions de censure après le vote sur la loi-cadre [19 septembre 1957] (p. 4203, 4204); Impossibilité d'inverser l'ordre des votes (p. 4204); — du projet de loi sur les institutions d'Algérie : Motion préjudicielle de M. Tixier-Vignancour tendant à surseoir à l'examen de toute loi-cadre jusqu'à ce que la guerre faite à la France par des individus armés et aidés par l'étranger ait été gagnée; nécessité d'une action politique et militaire conjuguée : indépendance du projet gouvernemental vis-à-vis des revendications des rebelles et de l'O. N. U., garantie et sécurité apportées par la loi-cadre tant aux musulmans fidèles à la France qu'aux Français d'Algérie et de la métropole [25 septembre 1957] (p. 4324, 4325); Caractère personnel de l'opinion émise par M. Gérard Jaquet dans son article paru

dans Le Monde (p. 4326); Protestation contre les faits rapportés par Mme Vaillant-Couturier [26 septembre 1957] (p. 4380); Présentation du projet pour répondre à la demande d'une majorité de députés et non pour satisfaire l'O.N.U. [26 septembre 1957] (p. 4398); Publication en août d'un décret sur le Fonds national de l'Algérie (p. 4399); Art. 1<sup>er</sup> : Amendement de M. Tremolet de Villers prévoyant la place de l'Algérie dans la Communauté française, la situation particulière de l'Algérie, la participation de tous les citoyens habitant l'Algérie à la souveraineté française [27 septembre 1957] (p. 4416); Pose la question de confiance dans la forme constitutionnelle pour l'adoption des articles premier à 27 du projet initial complété par la lettre rectificative, modifiés par l'amendement de M. Paul Coste-Floret à l'article premier, par l'amendement de M. Guy Petit aux articles 7, 9, 10, 11, 12, 18, 22 et 23; par les amendements nos 34 et 35 de M. Brocas aux articles 5 et 25, et par l'amendement de M. Cayeux complété par le sous-amendement n° 36 de M. Paul Coste-Floret à l'article 24 contre toute motion, tous autres amendements et tous articles additionnels, ainsi que sur l'ensemble du projet de loi (p. 4424); Explications de vote sur la question de confiance : Inopportunité de faire figurer le régime électoral dans la loi-cadre [30 septembre 1957] (p. 4453); Opportunité du vote de la loi-cadre, effort militaire accru mené parallèlement à l'effort de construction politique; rappel de l'esprit de la loi-cadre : maintien d'une Algérie française, assurance donnée aux musulmans d'une politique de progrès et de justice dans le respect des droits de chacun (Équitabilité du système de collège unique fondé sur la confiance); association des Algériens à la gestion des affaires locales; expression d'une véritable opinion publique par la mise en place des institutions, justification du dispositif à l'échelon fédératif, unité de la loi-cadre, éventualité d'une réforme de la Constitution postérieure à son adoption, conséquences d'un vote hostile, impossibilité du maintien du statu quo ou de négociations, prétendus risques de sécession, appel à l'unité pour le salut de l'Algérie [30 septembre 1957] (p. 4456, 4457, 4458, 4459). — Donne lecture du décret de clôture de la session extraordinaire de l'Assemblée Nationale [30 septembre 1957] (p. 4464). — Présente sa démission de Président du

*Conseil* [30 septembre 1957] (p. 4464). — Sa démission de *Président du Conseil* est acceptée le 16 octobre 1957 (Séance du 18 octobre 1957, p. 4509). — Cesse d'expédier les affaires courantes [6 novembre 1957] (*J. O.* du 6 novembre 1957, p. 10451). — Est nommé *Ministre de l'Intérieur* (Cabinet Félix Gaillard) [6 novembre 1957] (*J. O.* du 6 novembre 1957, p. 10451).

**En cette qualité :**

Prend part à la discussion : d'une proposition de loi tendant à la suppression des élections législatives partielles [7 novembre 1957] (p. 4682) ; — du projet de loi portant reconduction des lois des 16 mars 1956 et 26 juillet 1957 concernant des mesures exceptionnelles relatives à l'Algérie : *Nécessité des pouvoirs spéciaux devant la persistance et l'extension du terrorisme nord-africain, établissement d'un nouveau front terroriste en métropole, insuffisance de la loi pénale française, hommage aux services de police, bilan des opérations effectuées grâce aux pouvoirs spéciaux* [12 novembre 1957] (p. 4711, 4712) ; *Nécessité d'un délai pour la mise au point des mesures de lutte contre la rébellion, usage élargi des pouvoirs spéciaux nécessaires et suffisants dans les conditions actuelles, sous réserve d'un recours éventuel à des moyens plus efficaces* (p. 4712) ; *Nombreuses arrestations effectuées récemment* (p. 4726) ; *Article additionnel de M. Isorni prévoyant l'extension à la métropole des pouvoirs spéciaux ; caractère suffisant pour le présent des pouvoirs spéciaux demandés* (p. 4736, 4737) ; — de l'interpellation de M. Berthommier relative au déplacement de M. Commin en Algérie [13 décembre 1957] (p. 5340). — Répond à une question orale de M. Maurice Schumann relative au congédiement d'une employée municipale [13 décembre 1957] (p. 5342). — Prend part à la discussion : d'urgence d'un projet de loi et d'une proposition de résolution concernant la mise en œuvre du Code de procédure pénale ; Art. 2 : *Motion préjudicielle de M. Arrighi tendant à suspendre les travaux de l'Assemblée Nationale jusqu'à ce que soit levé le siège du Palais-Bourbon ; caractère inadmissible de la manifestation de certains personnels de la police* [13 mars 1958] (p. 1584) ; — des conclusions d'un rapport supplémentaire relatif à la révision constitutionnelle ; explications de vote sur la question de confiance : *Refus de sa démission par le Conseil des Ministres* [18 mars 1958]

(p. 1622). — Donne sa démission de *Ministre de l'Intérieur* [15 avril 1958] (p. 2154). — Cesse d'expédier les affaires courantes [14 mai 1958] (*J. O.* du 14 mai 1958, p. 4623).

**BOUTARD (Mme Madeleine), Député d'Indre-et-Loire (C.).**

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 43). — Est nommée membre : de la Commission de l'agriculture [31 janvier 1956] (p. 160), [4 octobre 1957] (p. 4502) ; de la Commission des boissons [31 janvier 1956] (p. 1607), [4 octobre 1957] (p. 4502). — Est élu secrétaire de la Commission des boissons [10 février 1956] (p. 254), [18 octobre 1957] (p. 4536).

**Dépôts :**

Le 3 juillet 1956, une proposition de loi tendant à accorder à certains viticulteurs les prêts à moyen terme nécessaires au vieillissement de leurs vins, **n° 2402 (rectifié)**. — Le 4 avril 1957, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi (n° 2499) de M. Bernard Paumier et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article 669 du Code rural afin d'autoriser les jeunes ruraux à n'effectuer aucun remboursement des prêts d'installation agricole pendant la durée de leur incorporation, **n° 4768**. — Le 12 juin 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux cultivateurs du département de l'Indre-et-Loire, sinistrés par les récentes gelées, **n° 5089**. — Le 29 novembre 1957, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution (n° 5306) de M. Bernard Paumier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à créer un stage de mécanique et de motoculture au centre d'apprentissage de Vendôme (Loir-et-Cher), **n° 6030**. — Le 21 janvier 1958, une proposition de loi tendant à établir pour les crèmes glacées le même régime fiscal que pour les autres produits laitiers, **n° 6360**. — Le 7 mars 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles en vue de venir en aide aux sinistrés de la crue